



Observatoire National
de l'Agriculture



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE



Ministère de l'Agriculture,
des Ressources Hydrauliques
et de la Pêche

Document de travail N°6

**Une lecture des principales tendances
des investissements agricoles privés
en Tunisie durant la dernière décennie**

Mars 2018

Une lecture des principales tendances des investissements agricoles privés durant la dernière décennie

1. EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES PRIVES

Les investissements réalisés dans le secteur de l'agriculture et de la pêche se répartissent entre le secteur privé et le secteur public avec dominance du secteur privé dont la part a varié durant la période 2006-2017 entre un minima de 51,3% et un maxima de 68% (Fig.1). En 2017 cette part a été de 59,6%. Dans ce document de travail nous nous proposons d'analyser les tendances des évolutions des investissements réalisés par le secteur privé dans l'agriculture et de la pêche sur un espace temporel qui s'étale sur la dernière décennie, de 2006 à 2017. Les données de l'année 2017 elles sont encore estimatives (valeur des investissements agricoles privés) et les conclusions qui peuvent s'en dégager demeurent provisoires. L'analyse serait réalisée en monnaie constante et en monnaie courante³.

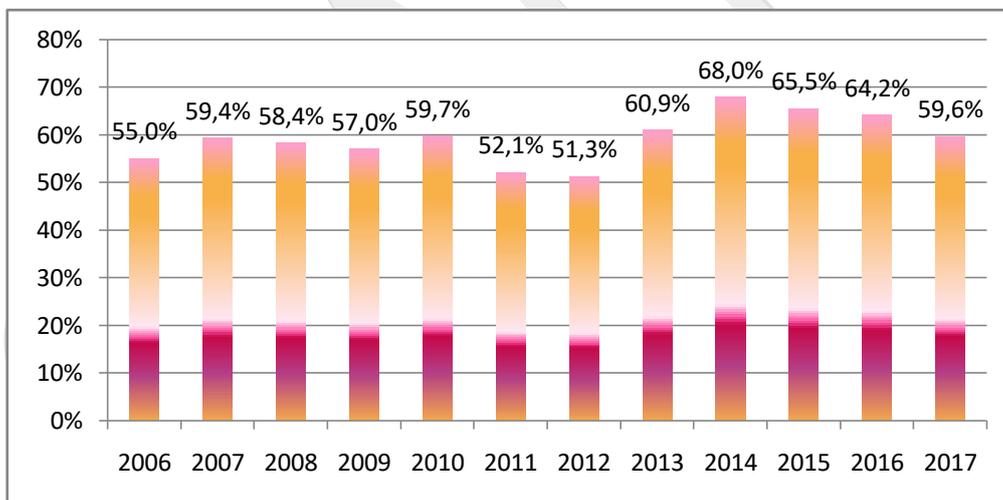


Figure 1. Evolution de la part des investissements agricoles privés dans l'investissement agricole total (2006-2017).

En termes courants

- Taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 2006-2017 : 4,8%.
- Une croissance de 65,3% de 2006 à 2017 (respectivement 502,3 MD et 830,5 MD).

³ Valeur en monnaie constante = Valeur courante déflatée de l'indice général des prix avec pour année de base dans ce document celle de 2005 (année de base 2005=100).

- En 2017, la hausse de la valeur des investissements agricoles privés a été estimée à 2,7% par rapport à 2016 (Fig.2).

En termes constants

- Les investissements ont été quasi-stagnants (TCAM=0,2%),
- Augmentation de 0,7% entre 2006 et 2017(respectivement482,5 MD et 485,7MD).
- En 2017, on estime une baisse de 2,6% de la valeur des investissements privés par rapport à 2016.
- l'investissement privé est confronté à certaines contraintes dont principalement la difficulté d'accès aux sources de financement (crédits bancaires) vu l'absence de garanties réelles (titres de propriétés) ainsi que l'endettement des agriculteurs.

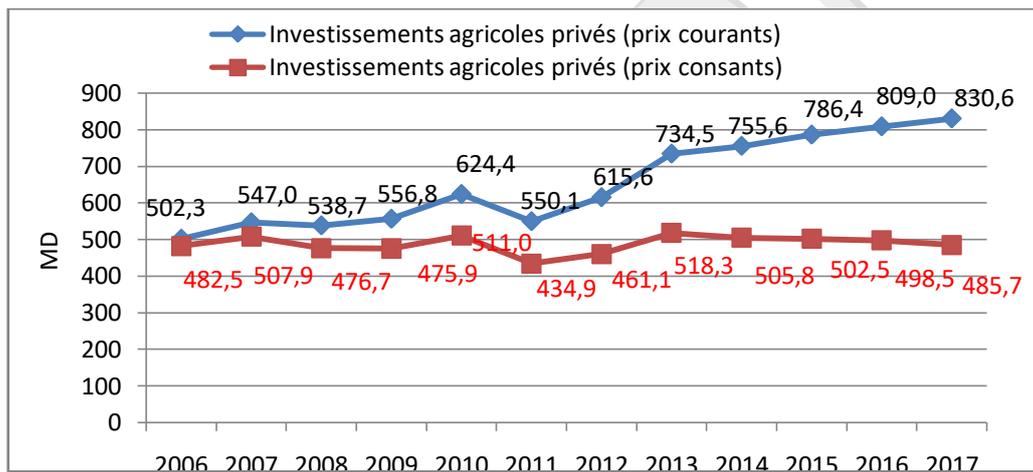


Figure 2. Evolution des investissements agricoles privés (à prix courants et à prix constants) durant la période 2006-2017

2. EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES PRIVES APPROUVES POUR L'OCTROI D'AVANTAGES FINANCIERS

- Une tendance à la hausse, soit un TCAM de 7,7% à prix courants et de 3,1% à prix constants (Fig.3).
- De 2006 à 2017, l'augmentation a été de 102% à prix courants (371,5 MD contre 750,3 MD)et de 22,9% à prix constants (356,9 MD contre 438,8 MD).
- Une tendance haussière de la part des investissements agricoles approuvés pour l'octroi d'avantages financiers dans l'investissement agricole privé de 2006 à 2017, passant de 74% à 90,3% (Fig.4).

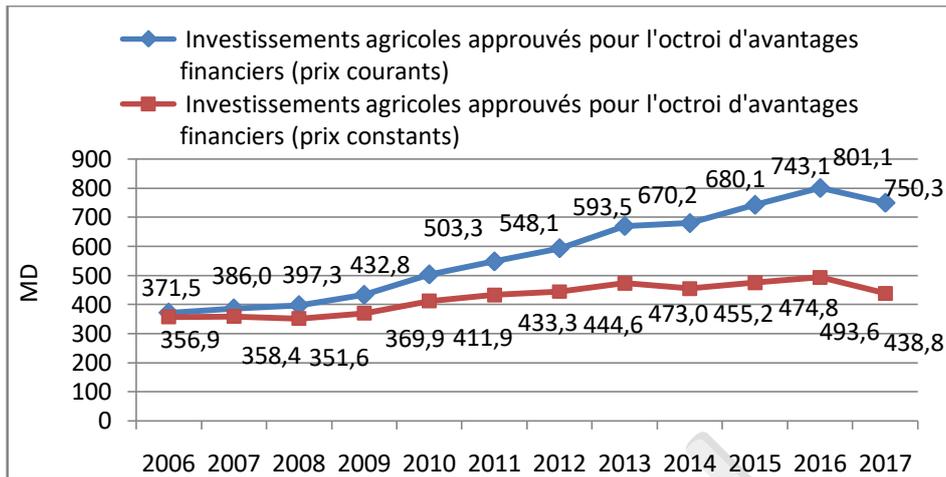


Figure 3. Evolution des investissements agricoles approuvés pour l’octroi d’avantages financiers à prix courants et à prix constants (2006-2017).

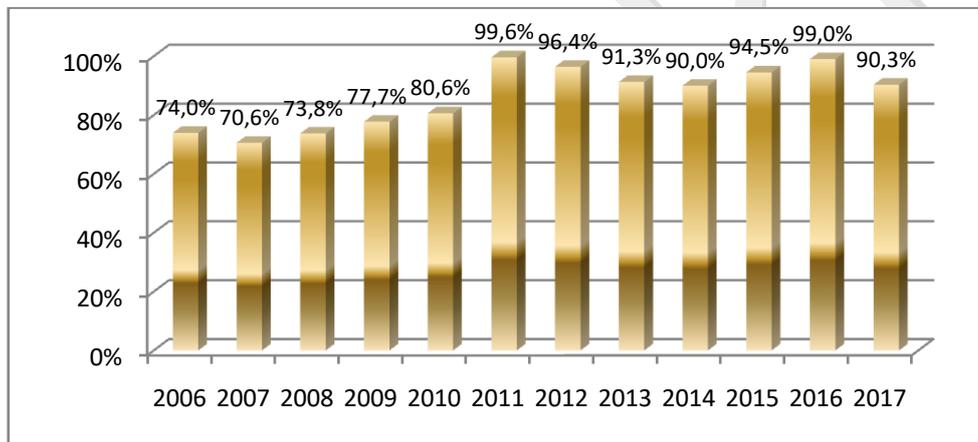


Figure 4. Evolution de la part des investissements agricoles approuvés pour l’octroi d’avantages financiers dans l’investissement agricole privé (2006-2017).

La part la plus importante des investissements approuvés a été allouée aux projets de catégorie « B » et « C » qui ont représenté 92,5% du volume total des investissements approuvés en 2017 (Fig.5).

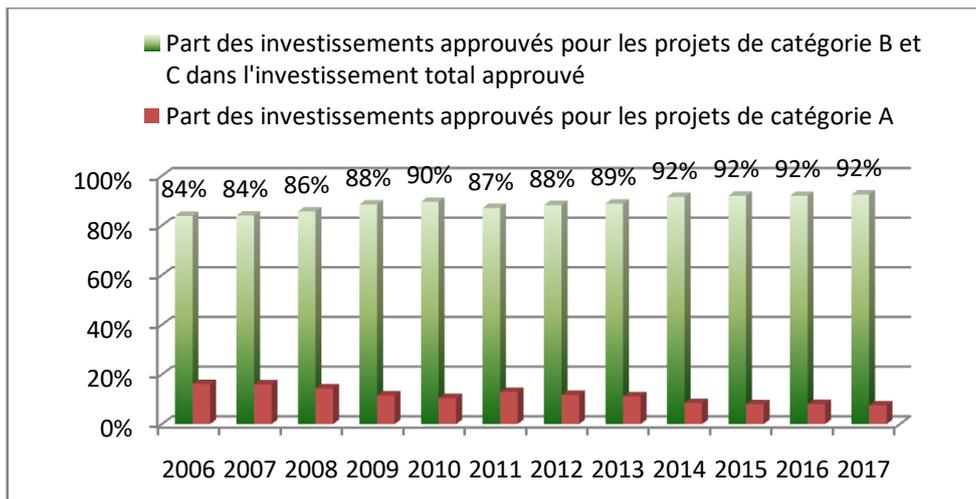


Figure 5. Evolution de la répartition des investissements approuvés par catégorie de projets : A, B et C (2006-2017).

- A prix courants les investissements approuvés pour les projets de catégorie « B » et « C » ont enregistré un TCAM de 8,5% durant la période 2006-2017, alors que ce taux a été de 3,9 % à prix constants (Fig.6).
- De 2006 à 2017 ces investissements ont augmenté de 122,7% à prix courants (311,5 MD contre 693,8 MD) et de 35,6% à prix constants (299,2 MD contre 405,8 MD).
- La valeur la plus élevée a été enregistrée en 2016 (736,6 MD à prix courants).
- Les investissements approuvés pour les projets de catégorie A ont enregistré un TCAM de 0,6% à prix courants et de -4% à prix constants (Fig.7).
- De 2006 à 2017, ces investissements ont diminué de 5,9% à prix courants (60 MD contre 56,5 MD) et de 42,7% à prix constants (57,6 MD à 33 MD). Ils ont enregistré une augmentation remarquable en 2013 (74,8 MD à prix courants).

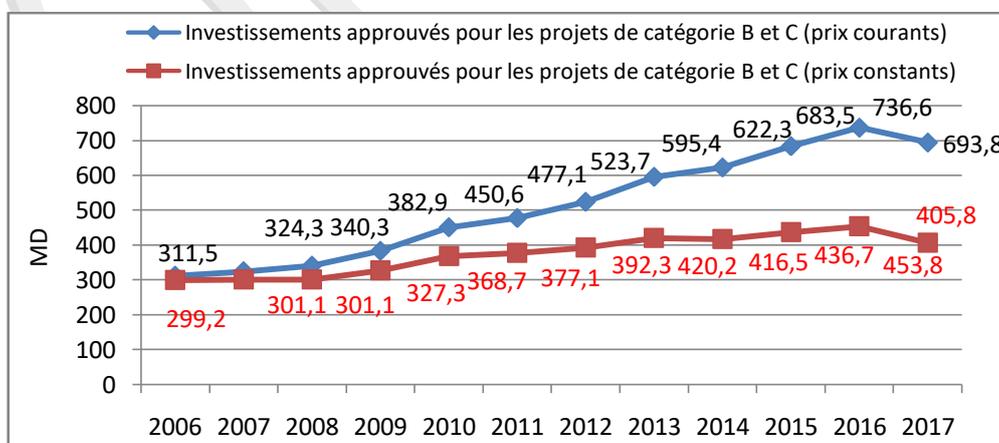


Figure 6. Evolution des investissements agricoles approuvés pour l’octroi d’avantages financiers pour les projets de catégorie « B et C » à prix courants et à prix constants (2006-2017).

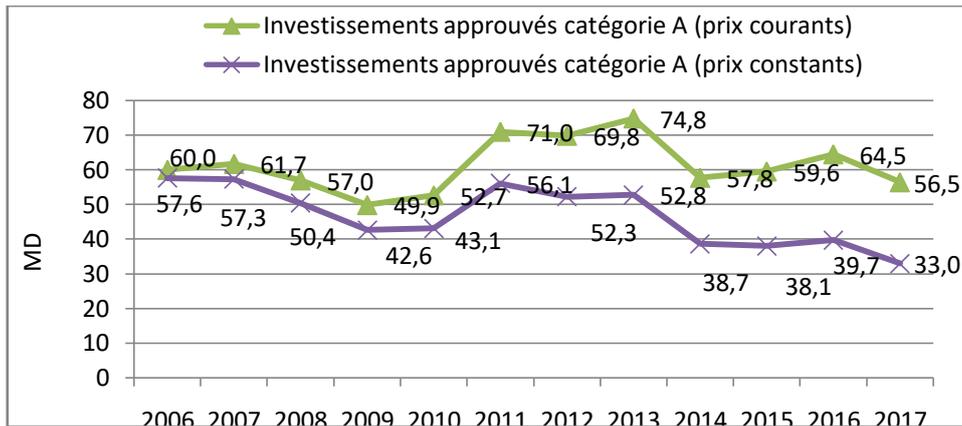


Figure 7. Evolution des investissements agricoles approuvés pour l’octroi d’avantages financiers pour les projets de catégorie « A » à prix courants et à prix constants (2006-2017).

La part des investissements pour les projets de catégorie B et C dans les investissements agricoles privés a enregistré une tendance à la hausse passant de 62% en 2006 à 84% en 2017, alors que pour les projets de catégorie « A » cette part a enregistré une tendance à la baisse passant de 12% en 2006 à 7% en 2017 (Fig.8).

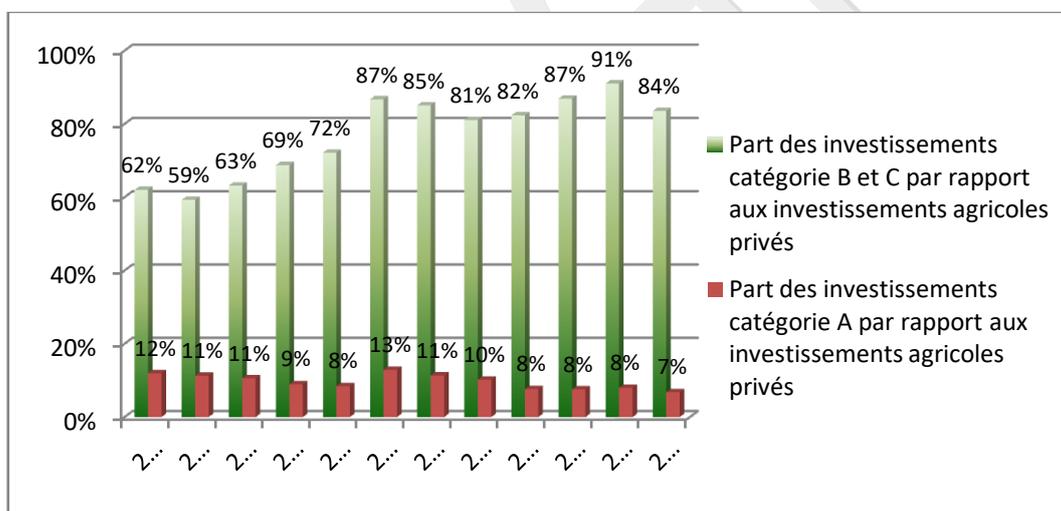


Figure 8. Evolution de la part des investissements agricoles approuvés pour l’octroi d’avantages financiers par rapport aux investissements agricoles privés (2006-2017).

3. REPARTITION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES PRIVES PAR ACTIVITE

Le suivi de la répartition des investissements privés par type d’activité durant la période 2006-2017 a montré que le volume d’investissement le plus important a été alloué à la composante irrigation agricole (23,4%) puis à la composante matériel agricole (22,5%), à l’élevage (17,8%), à l’arboriculture (13,8%) et à la pêche (10%). Durant cette période, le suivi de l’évolution des investissements privés à prix constants par type de composante a permis de réaliser les observations suivantes :

Une hausse pour les activités suivantes :

- le secteur de la pêche avec un TCAM de 4,5%et une croissance de 23% de 2006 à 2017avec des montants respectifs46,1 MD et de 56,7MD(passant par un maxima de 66,3MDen 2013);croissanceessentiellement due à l'évolution importante du nombre des projets aquacoles
- l'acquisition de matériel agricole (TCAM de 1,4%)expliquée par les encouragements financiers et fiscaux accordés aux agriculteurs pour les exhorter à renouveler les équipements et le matériel vétustes. En effet, le montant alloué à cette composante est passé de 81,7 MD en 2006 à 109,9 MD en 2017 enregistrant ainsi une croissance de 34,6%. Par ailleurs, la part de cette composante dans l'investissement agricole privéest passée de 17% en 2006 à 23% en 2017 (Fig.9).

Une baisse du volume des investissements pour les activités afférentes à :

- l'arboriculture (TCAM de-4,7%) avec un recul de 35,1% de 2006 à 2017(respectivement 86,5MD et 56,1MD),
- la composante hydraulique qui a enregistré un TCAM de -1,8% et une diminution de 21,5% de 2006 à 2017en termes de valeur et de six points de pourcentage en termes de parts(29% en 2006 et 23% en 2017).

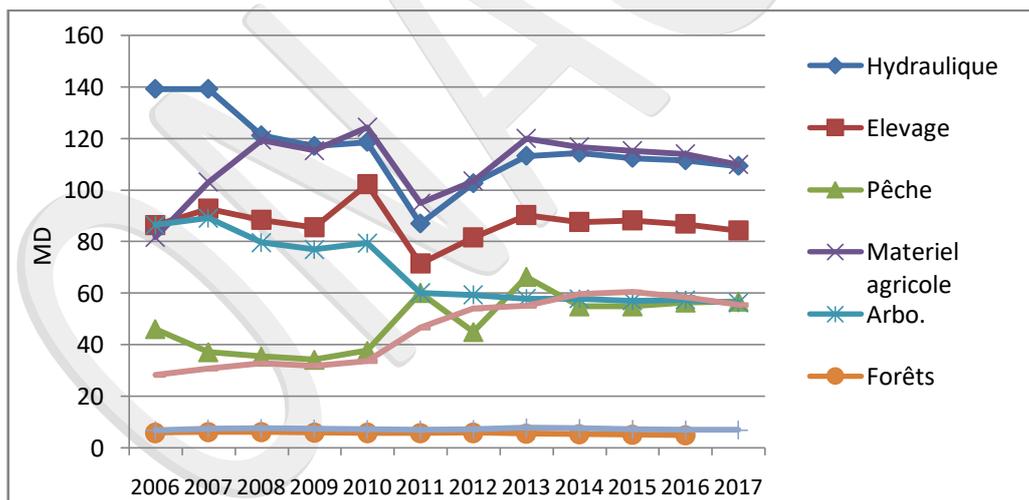


Figure 9. Evolution des investissements privés par type d'activité à prix constants

Les investissements approuvés pour l’octroi d’avantages financiers : projets de catégorie « B et C »

- Par type d’activité, l’agriculture occupe la première place pour les investissements de catégorie B et C avec une part de 68,8% durant la période 2006-2017 (Fig.10) suivi des activités de transformation primaire intégrée (19,1%) et la pêche et l’aquaculture (12,1%).
- Les investissements alloués à ces activités montrent une allure haussière à prix constants avec des TCAM de 2,1%, 7,1% et 1,5% respectivement.
- En 2017, les investissements approuvés pour les projets de catégorie « B et C » ont permis la création de 5719 emplois permanents contre 5868 emplois en 2016.

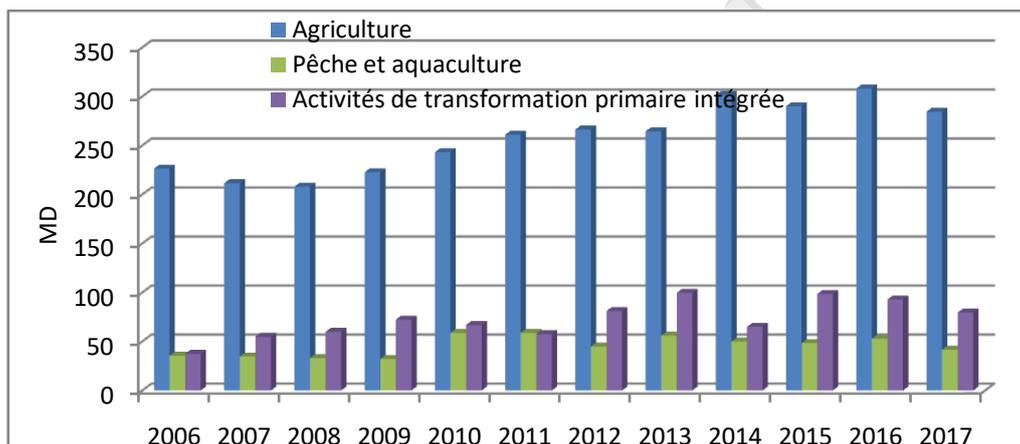


Figure 10. Evolution des investissements privés de catégorie « B » et « C » par type d’activité à prix constants

Les investissements approuvés pour l’octroi d’avantages financiers : projets de catégorie « A »

Les investissements pour les projets de catégorie « A » sont répartis entre l’irrigation agricole qui a occupé la part la plus importante du volume d’investissement (61,9%) durant la période 2013-2017 (Fig.11) suivie de l’élevage(14,8%), matériel agricole (7,2%), la pêche (7%), l’arboriculture (5%), les travaux de conservation des eaux et du sol :CES (2,3%) et les constructions rurales (2%).

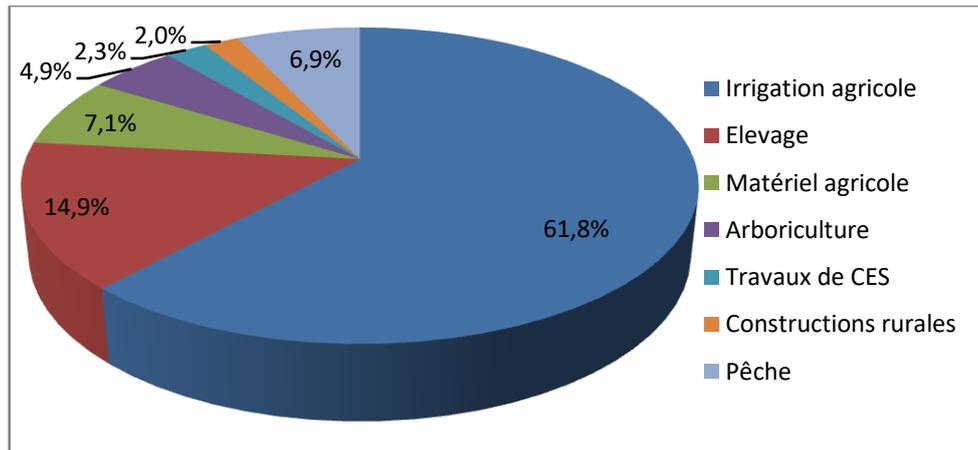


Figure 11. Répartition des investissements privés de catégorie « A » par type d'activité (moyenne 2013-2017)

- À prix constants, excepté la composante matériel agricole qui a enregistré une légère tendance à la hausse du montant d'investissement (TCAM = 0,8%) durant la période 2013-2017, les autres composantes montrent une tendance à la baisse.
- La diminution du volume d'investissement a été comme suit :36,6% pour l'irrigation agricole ;58,7% pour l'élevage, 33,5% pour la pêche et 15,1% pour l'arboriculture (Fig.12).

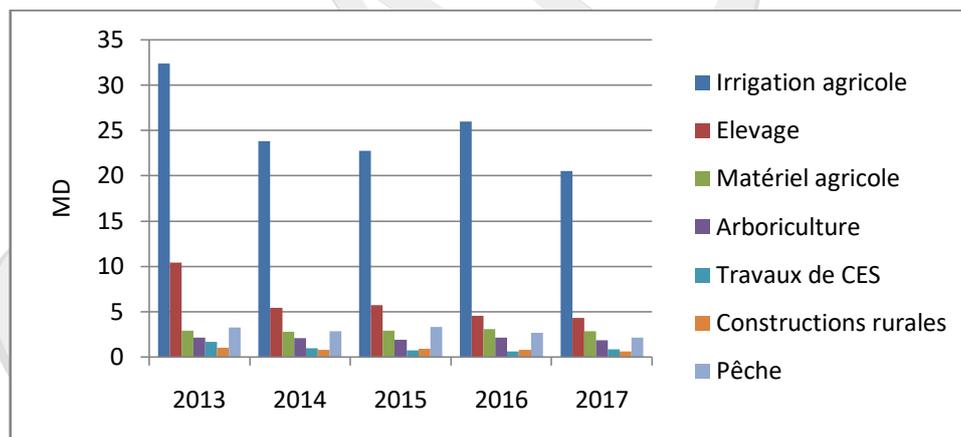


Figure 12. Evolution des investissements privés de catégorie « A » à prix constants (2013-2017)

4.FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES PRIVES

La mise en œuvre d'un processus d'intensification et de modernisation de l'agriculture est en grande partie déterminée par la disponibilité des moyens de financement nécessaires. En Tunisie, le financement des investissements agricoles privés peut être assuré par les crédits, les fonds propres et les subventions.

Evolution des sources de financement de projets de catégorie « B et C »

- Les projets de catégories « B et C » sont financés en majeure partie par l'autofinancement dont la part a enregistré une augmentation progressive de 2013 à 2016 en passant de 72,7% à 78% puis elle a enregistré un recul en 2017 pour atteindre 66,4%.
- La part des crédits bancaires bien qu'assez élevée au début (15,5% en 2013) a baissé progressivement pour atteindre 8,7% en 2016, puis elle a augmenté pour atteindre 12,7% en 2017.
- La contribution des primes d'investissements est passée de 11,7% en 2013 à 20,9% en 2017.

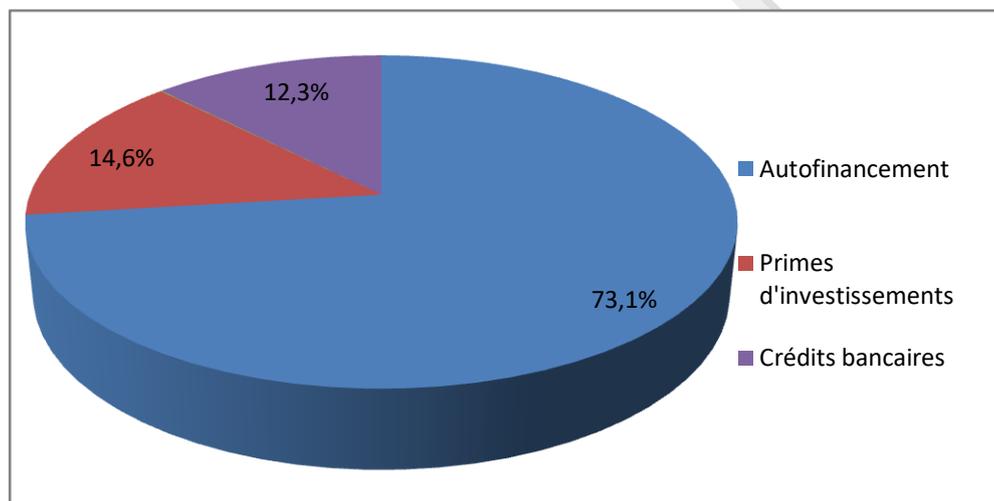


Figure 13. Schéma de financement des projets de catégorie « B et C » : moyenne des années 2013-2017

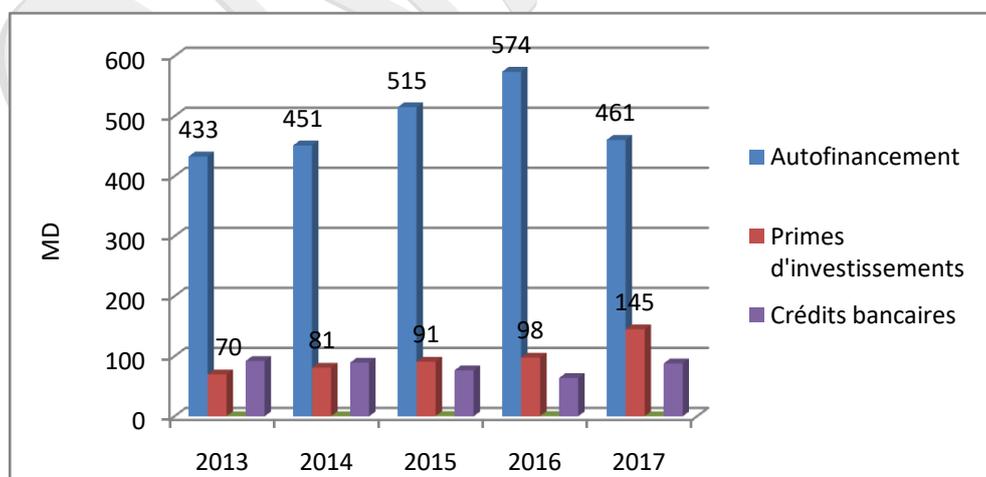


Figure 14. Evolution des sources de financement pour les projets de catégorie « B et C » (prix courants)

Evolution des sources de financement de projets de catégorie « A »

- Les capitaux investis dans les projets de catégorie « A » sont composés en majorité de fonds propres dont la part a enregistré une tendance légère à la baisse passant de 64,4% en 2013 à 62,6% en 2017.
- La participation des primes d'investissement était de l'ordre de 32% en 2013, elle a par la suite augmenté progressivement pour atteindre en 2017 un taux maximal de 35,3%.
- En 2014, la part des crédits bancaires était de l'ordre de 2,4%, elle a par la suite légèrement augmenté pour atteindre 2,8% en 2015 puis elle a diminué pour atteindre 1,6% en 2016 et 2% en 2017. Le recours aux crédits a progressivement diminué pour atteindre 0,1% en 2017 alors qu'il avait été de 3,6% en 2013.
- La baisse tendancielle des crédits bancaires du secteur privé traduit le fait que la majorité des agriculteurs n'ont pas de titre de propriété ou de biens fonciers ou d'immobilisations permettant une hypothèque quelconque ou autre exigence de la banque sachant par ailleurs qu'en Tunisie seulement 7% des agriculteurs sont bancables et que 75% des exploitations ont moins de 10 hectares.

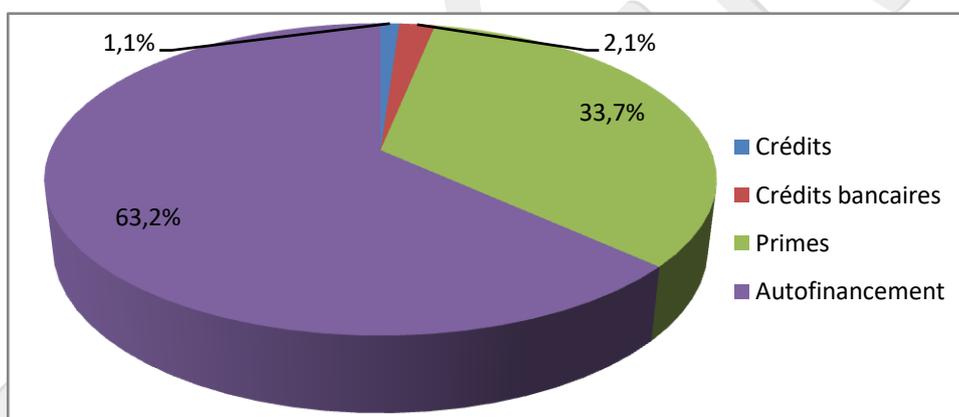


Figure 15. Schéma de financement des projets de catégorie « A » : moyenne des années 2013-2017

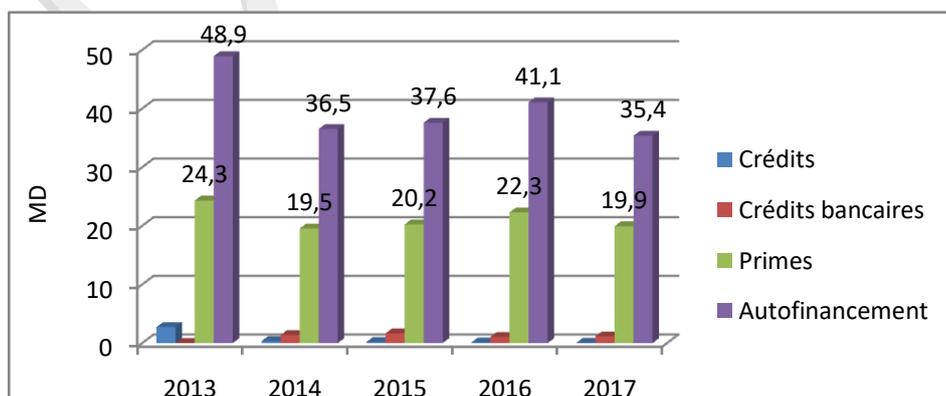


Figure 16. Evolution des sources de financement des projets de catégorie « A » (prix courants)

De 2013 à 2017, le nombre de bénéficiaires de projets de catégorie « A » a enregistré une baisse de 29,8% en passant de 14511 bénéficiaires à 10188 bénéficiaires.

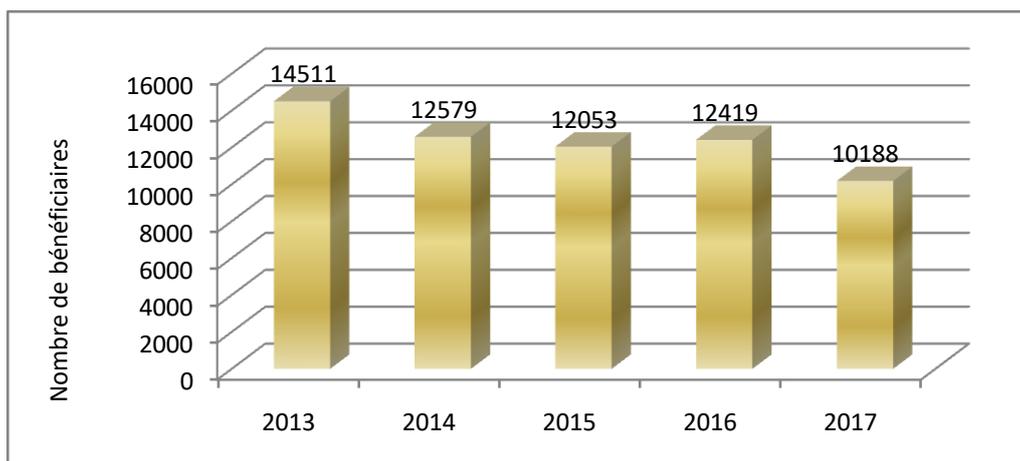


Figure 17. Evolution du nombre de bénéficiaires de projets de catégorie « A »

CONCLUSION GENERALE

Le suivi des investissements privés réalisés dans le secteur de l'agriculture et de la pêche à prix courants durant la période 2006-2017a montré que ceux-ci ont augmenté de 65,3% passant de 502,3 MD en 2006 à 830,5MD en 2017. A prix constants, ces mêmes investissements ont seulement augmenté de 0,7% entre le début et la fin de la période étudiée. Parcomposante, c'est le secteur de l'hydraulique qui occupe la première place.Néanmoins, le volume des investissements alloués à cette composantea accusé un reculentre 2006 et 2017.

Par source de financement, les parts des primes d'investissements et des fonds propres ont été les plus importantes.Le montant des primes d'investissements et de l'autofinancement pour les projets decatégorie « B et C » ont enregistré des hausses entre 2013 et 2017 alors que ceux des projets de catégorie « A » ont une allure baissière.Le recours aux crédits bancaires a diminué pour les deux catégories de projets.Ainsi, l'apurement de la situation financière des petits et moyens exploitants fortement endettés pourrait permettre à ces derniers de bénéficier de nouveaux crédits bancaires pour accroitre leur capacité de production.

Sources de données

- Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche : Direction Générale des Etudes et de Développement Agricole (DG/EDA).
- Direction Générale de Financement des Investissements et des Organismes Professionnels (DGFIOP).
- Agence de Promotion des Investissements Agricoles (APIA).